

Décision 22-D-08 du 03 mars 2022

relative à des pratiques mises en œuvre dans
le secteur de la collecte et de la gestion des
déchets en Haute-Savoie

Posted on: 03 mars 2022 | Secteur(s) :

ENERGIE / ENVIRONNEMENT

SERVICES

Présentation de la décision

Résumé

Aux termes de la présente décision, l'Autorité de la concurrence (ci-après « l'Autorité ») sanctionne, pour un montant total de 1 500 000 euros, plusieurs entreprises actives dans la collecte et la gestion des déchets en Haute-Savoie, pour des pratiques d'ententes anticoncurrentielles commises à l'occasion de la réponse à des appels d'offres.

La décision fait suite à des opérations de visite et saisies et à la communication d'un rapport administratif d'enquête réalisée par la brigade interregionale d'enquêtes de concurrence d'Auvergne-Rhône-Alpes.

L'enquête a permis d'établir que plusieurs entreprises ont faussé les procédures d'appels d'offres lancés par différentes collectivités publiques de Haute-Savoie entre 2010 et 2016, en échangeant des informations avant le dépôt des offres et en soumettant des offres de couverture.

En premier lieu, les sociétés Ortec Environnement, Excoffier Recyclage et Trigenium ont échangé des informations sensibles sur le contenu de leurs offres, préalablement à leur dépôt, pour un marché public et douze lots compris dans cinq marchés publics relatifs à la collecte et à la gestion de déchets non dangereux entre 2010 et 2014. Ces échanges se sont matérialisés par l'envoi,

spontane ou a la suite de sollicitations, de consignes de prix et ont donne lieu au de po t d'offres de couverture. L'Autorite a estime que ces pratiques constituaient, ensemble, une infraction unique et continue qui contrevenait aux dispositions de l'article L. 420-1 du code de commerce, dans la mesure ou elles ont alte re le libre jeu de la concurrence a l'occasion de ces appels d'offres.

En second lieu, la socie te TREDI a transmis a la socie te Excoffier Recyclage un courriel lui re ve lant l'intention de son groupe de soumissionner au marche lance par la commune d'agglomeration d'Annemasse en 2016 relatif aux de chets dangereux. Un tel e change, qui est intervenu avant la date limite de de po t des offres, a e gale ment alte re le libre jeu de la concurrence et est donc prohibe par l'article L. 420-1 du code de commerce.

Les personnes morales mises en cause ont sollicite le be ne fice de la proce dure de transaction, en application des dispositions du III de l'article L. 464-2 du code de commerce. La mise en œuvre de cette proce dure a donne lieu, pour chacune des socie te s, a l'e tablissement d'un proce s-verbal de transaction, signe avec la rapporteure ge ne rale adjointe, fixant le montant maximal et le montant minimal de la sanction pe cuniaire qui pourrait e tre inflige e par l'Autorite . Apre s avoir examine l'ensemble des faits du dossier, l'Autorite a estime qu'il y avait lieu de prononcer une sanction d'un montant compris dans la fourchette figurant dans les proce s-verbaux de transaction.

Informations sur la décision

Origine de la saisine

Saisine d'office

Dispositif(s)

Pratiques établies

Sanctions pécuniaires

Procédure(s)

Transaction

Entreprise(s) concernée(s)

Ortec Environnement
Ortec Expansion
Excoffier Recyclage
Trigénium
TREDI
Séché Environnement

Lire

le texte intégral

1.15 Mo

le communiqué de presse